

bien des changements. De grands progrès ont été accomplis dans le domaine de l'éducation, en vue d'en relever les normes, et on ne peut s'empêcher de croire que le président Nasser a pour ambition principale de redonner à son pays un peu de son ancienne grandeur, car c'est sur cette terre qu'est née l'une des plus anciennes civilisations. Le président semble aspirer également à maintenir la paix.

Après avoir séjourné en Égypte pendant une semaine, je me suis rendu en Israël. C'était la deuxième fois que j'allais dans ce pays et j'y ai trouvé des changements extraordinaires après dix années. Les découvertes qu'on y a faites et les fouilles des archéologues ont établi sans l'ombre d'un doute que l'Ancien Testament est non seulement un livre de religion, mais également une œuvre authentique d'histoire. A la lumière des recherches effectuées depuis dix ans, il a été démontré que presque tous les faits de l'Ancien Testament que l'agnostique considérait comme fantaisistes sont véridiques.

J'ai été reçu par le président et j'ai eu des entretiens avec le premier ministre, le ministre des Affaires étrangères et d'autres membres du cabinet. J'ai vu Ben Gurion qui a parlé très élogieusement du Canada et mentionné plusieurs honorables députés vis-à-vis dont deux qui me font face actuellement—le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et le ministre de la Justice—en termes flatteurs. C'est un guerrier, un contemplatif, un idéaliste et un homme d'État à la retraite qui appartient à ce club exclusif d'anciens premiers ministres.

J'ai pu me rendre compte à nouveau combien le problème des réfugiés était terrible et je me suis entretenu avec tous les dirigeants.

Monsieur le président, il y a dix ans, je n'aurais pas formulé la proposition suivante, mais je la fais après avoir eu des entretiens avec les dirigeants de ces deux pays. Bien que le monde arabe se soit toujours violemment opposé à la formation de l'État d'Israël, bien qu'il prétende que la déclaration Balfour de 1917 n'aurait jamais dû être faite et qu'il ait toujours refusé de s'entretenir avec des représentants du gouvernement israélien, je crois que l'attitude de ces deux pays s'est modifiée et qu'on se rend compte maintenant que l'État d'Israël est fermement établi et veut vivre en paix avec ses voisins.

Sans la paix, Israël ne peut remplir sa haute destinée. J'ai déjà parlé de la force internationale des Nations Unies. Je ne voudrais blâmer aucun pays pour la contribution qu'il apporte au maintien de cette force, mais je signale que, en janvier 1956, j'ai proposé l'institution d'une force internationale pour protéger et garantir les frontières entre Israël

et ses voisins. On s'est moqué de ma proposition mais on l'a quand même adoptée plus tard, au cours de cette année-là.

Cette force n'est pas assez puissante pour maintenir la paix. Elle ne vise d'ailleurs pas cet objectif. Elle a pour but d'observer la région et de garantir un minimum de sécurité. Le différend qui existe entre Israël et les États arabes constitue peut-être l'un des dangers qui guettent le monde actuel. S'il était possible que les représentants de la République arabe unie et d'autres États arabes aient des entretiens avec ceux d'Israël, je crois que l'on pourrait en venir à l'entente que l'on souhaite obtenir depuis 1948. La solution aux problèmes des frontières et des réfugiés est peut-être moins lointaine qu'on aurait pu le croire il y a deux ans. On ne doit pas oublier non plus la réputation enviable dont le Canada jouit dans ces pays.

En janvier dernier, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a déclaré que nous devrions étudier la conjoncture mondiale sur l'écran de radar, si l'on peut s'exprimer ainsi, afin d'établir dans quelle direction doit s'orienter le Canada. J'entends maintenant suivre sa recommandation. Vu que notre pays n'a aucun intérêt personnel en jeu, ni l'une ni l'autre des parties en cause n'a aucun motif de nous soupçonner. Or, aucune solution n'est possible si les deux antagonistes ne peuvent se rencontrer. Les dix-huit pieds de tapis qui séparent l'opposition du gouvernement n'isolent pas les deux groupes. Aucun gouvernement ne reste froid devant les arguments qu'invoquent les membres de l'opposition et ces derniers sont forcément intéressés aux décisions que prend le gouvernement, quel que soit le désaccord qui puisse régner lors des débats.

Les Juifs et les Arabes réussissent à s'entendre au Canada. Il me semble donc que nous devrions prendre l'initiative et voir si les pays arabes et Israël seraient intéressés à envoyer des représentants dans notre pays pour y discuter de leurs problèmes et de leurs difficultés, dans l'espoir d'établir au Moyen-Orient, un climat de paix, de bonne entente et de justice. A mon sens, une tentative de ce genre serait des plus utiles, dans la conjoncture actuelle. Si ce premier effort se soldait par un échec, cela ne tirerait pas à conséquence.

Je voudrais maintenant parler du Commonwealth, un des seuls groupes auxquels notre pays appartient. A mon avis, le ministre a eu tôt fait d'en disposer. Il a prononcé deux ou trois phrases, puis il est passé à autre chose. Je ne m'attarderai pas sur la question, ce soir. Qu'il me suffise de dire que l'indépendance du Canada ne sera pas en danger tant qu'il fera partie du Commonwealth et tant que durera cette union intime, cet attrait magnétique de l'est à l'ouest et partout dans le monde.